

Biographie d'un Allemand


Johannes Hoffmann au cœur de la question sarroise

Heinrich Küppers. *Johannes Hoffmann (1890-1957)*, Ed. Droste, Düsseldorf 2008, 608 pages.

Heinrich Küppers

Johannes Hoffmann (1890-1957)

Biographie eines Deutschen



Droste

Biographie eines Deutschen

Heinrich Küppers, Professor für Neu-este Geschichte an der Bergischen Universität Wuppertal, liefert eine umfangreiche Biographie von Johannes Hoffmann, der als Ministerpräsident des Saarlands von 1947 bis 1955, schon zu seinen Lebzeiten ein umstrittener Politiker war. Seinen Gegnern galt er als Statthalter Frankreichs, der das Ziel mit autoritären Methoden verfolgte, das Saarland von Deutschland zu trennen und an Frankreich zu binden. Für seine Anhänger war er, der sich nach der Rückgliederung der Saar an das Dritte Reich 1935 gezwungen sah, ins Exil nach Luxemburg, Frankreich und Brasilien zu gehen, hingegen ein überzeugter Verfechter einer saarländischen Autonomie und des europäischen Einigungsgedankens.

Von vielen wurde Johannes Hoffmann, Mitgründer der Christlichen Volkspartei, noch Jahrzehnte nach der Saarabstimmung von 1955, die zur „kleinen Wiedervereinigung“ führte, als Landesverräter betrachtet, weil er für seine Heimat eine Lösung suchte, „die zur Entspannung des deutsch-französischen Verhältnisses beiträgt und die notwendige europäische Einheit fördert“. Der Autor präzisiert allerdings, dass Hoffmann nur in den Kreisen in Misskredit stand, die „nach 1950 auf eine nationale Lösung der Saarfrage drängten“. Paradox sei nur, so Heinrich Küppers weiter, „dass Hoffmann jenseits des Hunsrücks zwar generell als eine Belastung für die nationalen Interessen in der Saarfrage gesehen wurde, aber höchst selten in den Dimensionen tiefer Abneigung, wie das an der Saar oft der Fall war“.

Johannes Hoffmann blieb bis zu seinem Tod ein überzeugter Europäer. Aber die Ungeduld, mit der er die europäische Linie in seiner Zeit als Ministerpräsident vertreten hatte, war längst zugunsten einer Gelassenheit gewichen.

C'est un chapitre important de l'histoire de l'Allemagne fédérale, mais aussi de l'histoire des relations franco-allemandes au lendemain de la guerre, que propose Heinrich Küppers, professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'Université de Wuppertal, dans son volumineux ouvrage consacré à Johannes Hoffmann, ministre-président de la Sarre de 1947 à 1955. Un homme politique auquel on reprochera sa trop grande proximité envers les Français et que l'on accusera de vouloir séparer la Sarre du territoire allemand pour l'intégrer à la France. Ses amis verront en lui plutôt le défenseur d'une autonomie sarroise et de l'unité européenne.

Cofondateur du parti populaire chrétien, Johannes Hoffmann aura été soldat pendant la Première Guerre mondiale, journaliste pendant la République de Weimar et opposant au régime national-socialiste pendant le Troisième Reich ce qui le conduira à émigrer en 1935. C'est donc l'histoire mouvementée d'une grande personnalité que raconte l'auteur. Mais c'est également l'histoire tout aussi mouvementée de la Sarre, un territoire (Saargebiet) placé sous le mandat de la Société des Nations (SDN) dans le cadre du Traité de Versailles en 1919 jusqu'à son rattachement à l'Allemagne, voulu par plus de 90% des électeurs lors du plébiscite de janvier 1935. Intégrée dans la zone d'occupation française au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Sarre (Saarland) devient un État souverain politiquement, mais placé sous protectorat militaire et économique français, statut que la France souhaite alors maintenir, alors que l'Allemagne fédérale souhaite son rattachement. Deux Accords viendront clarifier la situation : ceux de Paris d'octobre 1954 prévoient d'abord un statut européen que rejettent les élec-

teurs un an après ; ceux de Luxembourg en octobre 1956 décident finalement de rattacher la Sarre à l'Allemagne fédérale à partir du 1er janvier 1957.

Heinrich Küppers met bien en exergue les différences de la question sarroise en 1919 et 1945 pour mieux faire comprendre la motivation de Johannes Hoffmann, qui de retour du Brésil a misé sur la vocation européenne malgré les critiques de son entourage. Idéliste pour les uns, opportuniste pour les autres, marionnette de la France ou patriote, personnalité faible ou fort caractère, l'image de Johannes Hoffmann a souffert et l'hommage rendu par l'auteur avec cette biographie permet pour le moins de corriger bon nombre d'idées reçues, peut-être même de réhabiliter un homme politique, largement oublié vingt ans après sa mort.

Profondément marqué par la religion catholique, Johannes Hoffmann n'a jamais caché que sa vie privée autant que son action politique ont toujours été guidées par ses convictions religieuses. Il sera certes loyal envers la République de Weimar, qui avait inscrit la liberté de conscience dans sa constitution, mais persuadé que la condition humaine devait être d'orientation chrétienne, il souffrira de cette laïcité qui faisait de la religion une affaire privée. On retrouve cette forte conviction dans son combat contre Hitler pour une Allemagne de la liberté et du droit, lorsqu'il fondera le journal *Neue Saarpost* en 1934 et dénoncera sans détour la dictature nazie. Il tentera de créer un nouveau parti catholique, mais devra affronter l'opposition de l'évêque de Trèves. Il cherchera le soutien du gouvernement d'union nationale de Gaston Doumergue pour maintenir le statu quo et garantir l'autonomie de la Sarre, mais Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères, montrera bien vite qu'il n'entendait pas chercher la confrontation avec Berlin. Avant même de connaître le résultat du référendum de janvier 1935, la famille Hoffmann se rendra à Forbach, puis au Luxembourg, avant de gagner Paris et Strasbourg en 1940, puis la zone libre dans le cloître de Lumières et enfin le Brésil l'année suivante via le Centre de Secours américain de Marseille. Heinrich Küppers décrit avec précision ces années de douleur et les états d'âme d'un père de famille en exil.

De retour en France en septembre 1945, Johannes Hoffmann retrouve sa région natale à

Sarrebruck et écrit pour l'hebdomadaire *Neue Saarbrücker Zeitung*, fondé quelques semaines plus tôt sous la direction du social-démocrate. Pour relancer le catholicisme en Sarre et former un parti politique, il décide de créer, avec le soutien du gouvernement militaire français, un journal proche de ses idées, le *Saarländische Volkszeitung*, et une maison d'édition. En plus il devient président du parti populaire chrétien CVP et prend la tête du mouvement autonomiste, tout en restant favorable à un modus vivendi avec la France, qui souhaitait contrôler le bassin sarrois. L'auteur tente de montrer le rôle joué par celui qui allait devenir le premier ministre-président de la Sarre, pomme de discorde entre la France et l'Allemagne, cible de convoitises, objet de débat sur l'avenir de l'Europe.

Johannes Hoffmann démissionne en 1955, après le refus de l'électorat de favoriser le statut européen de la Sarre, qu'il avait toujours préconisé.

Gérard Foussier

La Sarre coule vers l'Europe

À l'occasion du retour de la Sarre à l'Allemagne, *Documents* et *Dokumente* ont publié en 1957 un éditorial signé par Otto Roegele, directeur de l'hebdomadaire *Rheinischer Merkur*: « Depuis longtemps, ceux qui tentent de freiner l'Europe nous déclarent que c'est là un signe caractéristique de la politique d'union européenne d'exiger de l'Allemagne des prestations préliminaires pour ensuite retarder, diminuer, voire même supprimer celles de ses partenaires.

Dans l'affaire sarroise également, ces arguments ont été constamment invoqués.

Pour la Sarre, nous payons en espèces – mais une somme bien inférieure à celle dont nous serions redevables à la France si un traité de paix était jamais signé.

Le retour de la Sarre à l'Allemagne constitue purement et simplement une prestation préliminaire de la France, et on ne voit pas encore en quoi consistera la contrepartie que nous aurons à fournir. »